Décret n° 82-784 du 10 septembre 1982 portant publication de l'accord de coopération dans le domaine nucléaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Emirats arabes unis, signé à Abou Dhabi le 6 mars 1980 (1).

(Journal officiel du 17 septembre 1982, p. 2799.)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des relations extérieures,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décèrte :

Art. 1°. — L'accord de coopération dans le domaine nucléaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Emirats arabes unis, signé à Abou Dhabi le 6 mars 1980, sera publié au Journal officiel de la République française.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des relations extérieures sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 septembre 1982.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Le ministre des relations extérieures,
CLAUDE CHEYsson.

(1) Le présent accord est entré en vigueur le 6 mars 1980.
ACCORD DE COOPERATION

DANS LE DOMAINE NUCLÉAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT
DES ÉMIRATS ARABES UNIS

Désireuses d'établir une collaboration scientifique et industrielle dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et non explosives,

Considérant l'intérêt porté par l'État des Émirats arabes unis aux possibilités d'utiliser l'énergie nucléaire pour la production d'électricité et le dessalement de l'eau,

Considérant l'intérêt d'une association et d'une coopération entre la France et l'État des Émirats arabes unis dans ces deux domaines,

Les deux parties sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1er.

À la demande de l'État des Émirats arabes unis, la France apportera l'assistance technique nécessaire à l'élaboration du plan de développement énergétique nucléaire de l'État des Émirats arabes unis.

Article 2.

Pour l'exécution de ce plan, la partie française participera, entre autres, à la formation de personnel ainsi qu'à l'examen des aspects de sûreté relatifs aux réacteurs et autres installations nucléaires. À cette fin, s'établira une coopération scientifique entre les institutions compétentes des deux pays.

Article 3.

Les deux parties décident de coopérer pour étudier les diverses voies permettant la fourniture à l'État des Émirats arabes unis, pour la réalisation de son plan de développement énergétique nucléaire, des équipements et installations, ainsi que des combustibles destinés à les alimenter.

Article 4.

Les deux parties veilleront à ce que leur coopération et les accords particuliers qui en découleront soient conformes aux politiques de non-prolifération des deux pays.
Article 5.

Le présent accord a une durée de validité de trois ans qui sera reconduite automatiquement, sauf disposition contraire demandée par l'une des deux parties. La dénonciation sera effective cinq-quatre-vingts jours après sa notification.

Fait à Abou Dhabi, le 6 mars 1980, en deux exemplaires, exemplaires en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

GIRAUD.

Pour le Gouvernement
de l'État des Emirats arabes unis :

MAN EL OTEBA.

T. C. A. 1721.